

## PRINCIPE DE PROXIMITE : IL EST TEMPS D'AGIR

Introduit dans la loi sur la transition énergétique puis dans la loi AGEC, le principe de proximité figure désormais dans le code de l'environnement, à l'article L 541-1, qui impose sa prise en compte dans le cadre de la gestion des déchets.

Aux termes de l'agrément en vigueur il revient aux éco-organismes, en concertation avec les parties prenantes, de formuler des propositions et les incitations ad hoc pour rendre « opérationnelle » la prise en compte du principe de proximité dans le cadre du dispositif REP Emballages Ménagers.

Au sein de ce dernier et compte tenu des objectifs de recyclage fixés par les pouvoirs publics le principe de proximité ne fait sens que dans le cas d'un recyclage final : c'est l'usine de recyclage qui clôt le cycle du déchet, qui permet d'apprécier la performance environnementale de la filière et

c'est elle qui, en tant qu'entité économique, est porteuse d'utilité sociale en contribuant à l'activité des territoires et au maintien de l'emploi local.

Le dispositif Emballages Ménagers doit donc donner la préférence au recyclage de proximité et tout l'enjeu désormais est de fixer les modalités d'application de ce principe et de définir un système de règles et d'incitations qui soient compatibles avec le droit de la

concurrence et la liberté de choix des collectivités locales. De fait, la préférence accordée à la proximité ne doit pas aboutir à l'obligation de se tourner vers l'usine de recyclage la plus proche géographiquement mais plutôt s'opérer dans le cadre d'échelles territoriales pertinentes au sein desquelles une libre concurrence pourra s'exercer.

Ce qui implique d'une part, que chaque collectivité se voit offrir à l'intérieur d'un périmètre donné, la possibilité de choisir entre un

nombre suffisant d'acteurs capables d'assurer de manière pérenne la reprise et le recyclage final des déchets d'emballages ménagers triés; d'autre part, que le système d'incitations à mettre en place (qui pourrait comprendre le bénéfice ou la perte d'un bonus) soit proportionné à l'objectif poursuivi. C'est-à-dire qu'il vise à encourager les collectivités

territoriales à choisir la proximité sans pour autant les obliger de fait par des modalités incitatives qui annihileraient leur liberté de choix.

REVIPAC qui a toujours fait de la proximité un des piliers de son engagement auprès des collectivités territoriales et au sein de la REP Emballages Ménagers, fait les propositions suivantes pour satisfaire à cette double exigence :

**Article L541-1 extrait « Le principe de proximité consiste à assurer la prévention et la gestion des déchets de manière aussi proche que possible de leur lieu de production et permet de répondre aux enjeux environnementaux tout en contribuant au développement de filières professionnelles locales et pérennes... ».**

## DÉFINIR DES ZONES DE CONCURRENCE

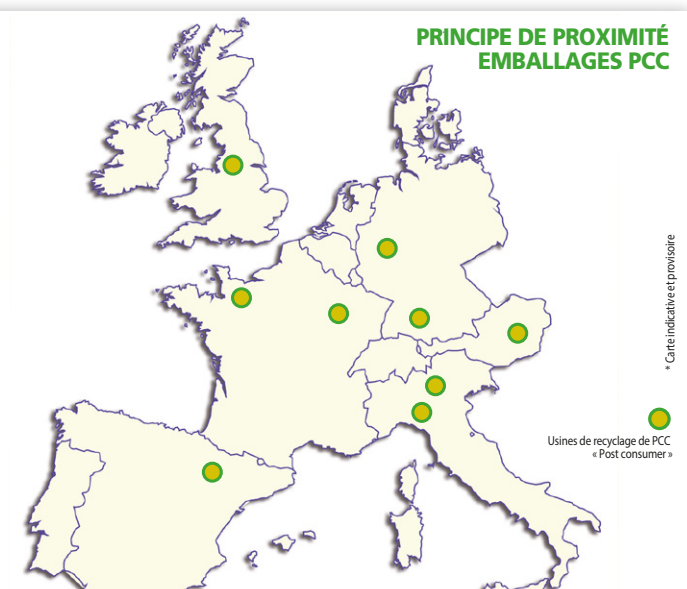
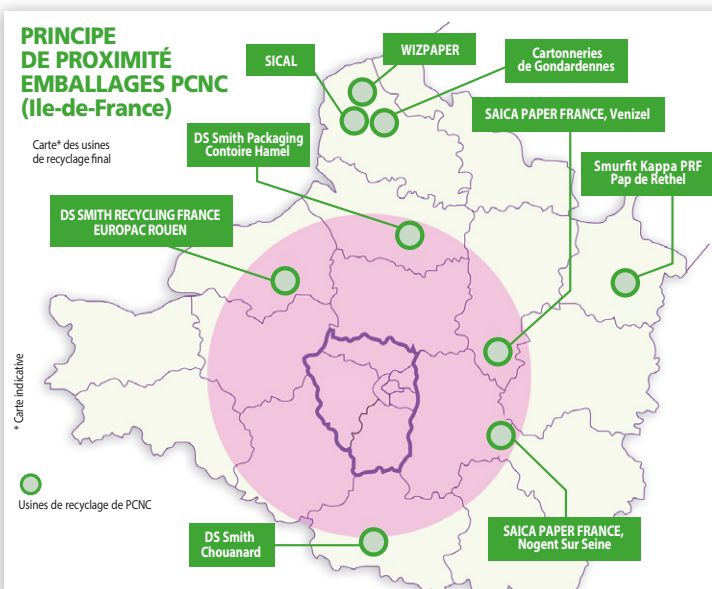
Par zone de concurrence, il faut entendre la délimitation d'un espace géographique au sein duquel figureraient au minimum trois unités de recyclage final, dotées de capacités significatives pour garantir aux collectivités concernées, l'écoulement et le recyclage final de leurs déchets d'emballages triés.

Comme le prévoit le cahier des charges de l'agrément, la délimitation de ces zones pourrait s'effectuer sur la base d'une cartographie européenne des installations de tri et de recyclage final. La réalisation d'une telle cartographie ne devrait pas poser de problème particulier car

s'agissant des unités de recyclage il s'agit d'installations industrielles d'une durée de vie longue et formant un paysage des plus stables. Le cadre européen quant à lui n'a d'autre but que de souligner la nécessité de raisonner à l'échelle d'un territoire pertinent dont les contours peuvent naturellement sortir des frontières de l'hexagone. Il est d'ailleurs important de comprendre que la délimitation des zones de concurrence ne saurait s'opérer de manière uniforme ni s'appréhender au regard des limites administratives existantes. C'est à l'échelle territoriale la plus adaptée que doivent se dessiner les zones de concurrence et cette échelle

peut varier en fonction de différents facteurs : qu'il s'agisse du type de produits à recycler, de la localisation des unités de recyclage et bien entendu de la distance séparant ces dernières de la collectivité concernée.

Ainsi, pour les emballages papier-carton et comme le montrent les schémas ci-dessous la zone à considérer sera plus ou moins étendue selon qu'il s'agisse de recycler des emballages non complexés PCNC ou des emballages complexés PCC. D'où la nécessité d'établir une cartographie différente pour les deux types de déchets d'emballages afin de présenter aux collectivités dans la plus grande transparence les options qui leur sont offertes dans le cadre de la proximité.



## CHOISIR DES MODALITÉS INCITATIVES

Une fois le principe de zones de concurrence arrêté, restent à définir les modalités qui pourraient inciter les collectivités territoriales au choix de la proximité. A ce stade, deux approches sont envisageables qui devront faire l'objet de discussions entre l'ensemble des parties prenantes : On peut imaginer la définition de zones de concurrence « élargies » qui au lieu de seulement trois unités de recyclage en regrouperaient quatre ou cinq et en tous les cas un nombre supérieur au minimum requis. Dans cette hypothèse, l'objectif serait clairement d'inciter les collectivités territoriales à respecter le principe de proximité en leur permettant, en contrepartie, d'avoir une liberté de choix plus

grande. Dans ce cadre elles seraient tenues de choisir parmi les recycleurs finaux figurant dans la zone au risque de pénalités en cas de non-respect.

On peut également, plutôt que de jouer sur l'élargissement de la zone de concurrence, rester dans la configuration de départ mais prévoir un mécanisme d'incitation, sous forme d'un bonus financier accordé à celles qui choisiront le recyclage de proximité et/ou d'un malus pour celles qui décideront de ne pas respecter le principe. Moins rigide que la première option cette solution offre plus de souplesse aux collectivités : le jeu des incitations financières leur laissant le libre choix de donner ou non la préférence à la proximité d'autant qu'il est vraisemblable que la pénalité prévue soit

couverte et au-delà par des solutions commerciales plus avantageuses.

Ces premières propositions ont pour mérite de montrer que l'application d'un recyclage de proximité est possible dans le respect de la concurrence et du libre choix des collectivités territoriales. Il est clair que d'autres aspects restent en suspens et devront être abordés par l'ensemble des parties prenantes. Qu'il s'agisse du détail des incitations financières, des modalités de contrôle de la traçabilité à prévoir ou encore de la possibilité de déroger à l'application du principe pour certains types de déchets à gisement restreint.

REVIPAC, engagé de longue date en faveur de l'économie circulaire, se tient bien sûr prêt à apporter une contribution positive.

## RECYCLABILITE / RECYCLAGE DES EMBALLAGES : LE CAS DES DDS

Les DDS, Déchets Diffus Spécifiques ménagers sont des déchets issus de produits chimiques – listés par arrêté du 1 août 2012 – qui, en raison de leurs propriétés physico-chimiques peuvent présenter un risque significatif pour la santé et l'environnement.

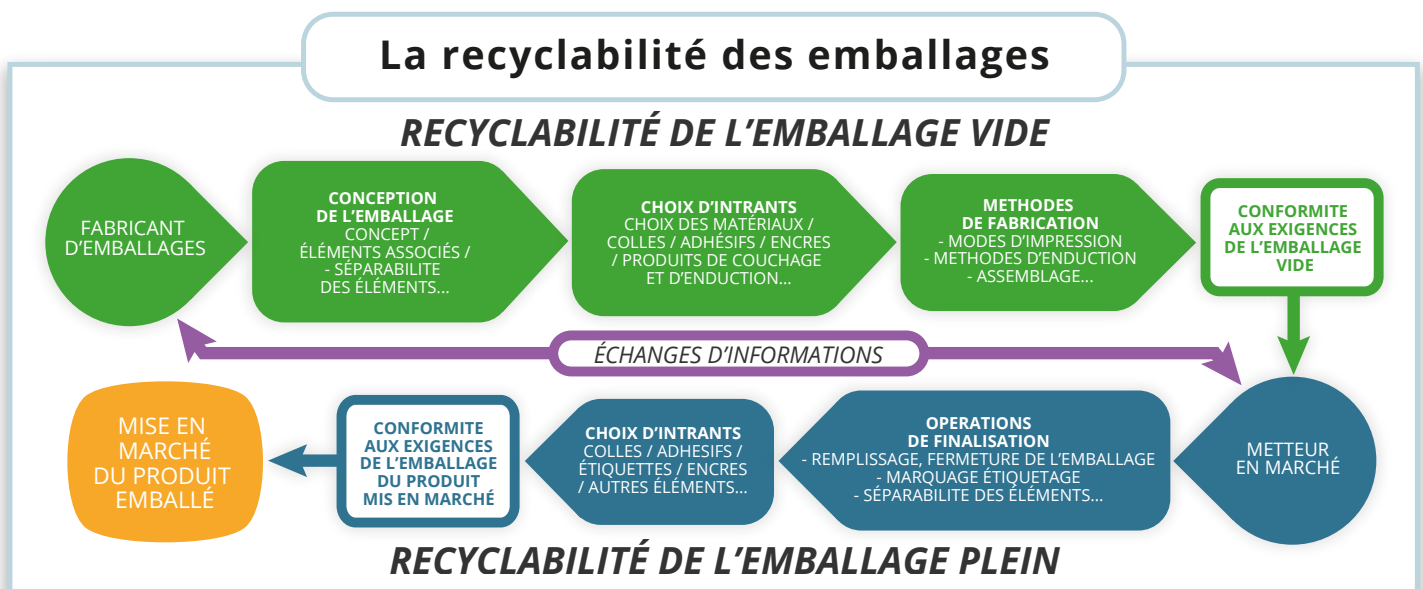
Mis à disposition des particuliers et communément présents chez les ménages, ils doivent être collectés séparément et traités dans une filière spéciale, organisée sous la responsabilité d'un éco-organisme : EcoDDS.

A l'heure actuelle, outre l'articulation de la gestion des DDS avec celle des autres déchets d'emballages ménagers, on peut aussi s'interroger sur le statut et le sort des emballages qui contiennent ces différents produits chimiques.

## DES EMBALLAGES RECYCLABLES MAIS DES CONTENUS DANGEREUX

En matière de recyclabilité des emballages, deux acteurs se partagent la responsabilité : le fabricant de l'emballage (vide) d'une part, le metteur en marché du produit emballé d'autre part : le premier opère dans le cadre de l'éco-conception et respecte les réglementations en

vigueur pour fabriquer et livrer un emballage conforme et respectueux des exigences essentielles de la directive Emballages ; le second va finaliser l'emballage : le remplir, le fermer, éventuellement y apposer marquage ou étiquetage, afin que son produit emballé soit conforme aux exigences réglementaires en vigueur.



Pour les emballages ménagers, il est communément admis que pour être recyclable, un emballage doit pouvoir être collecté, trié, et être admis dans un processus de recyclage final existant et disponible. Trois conditions cumulatives qui permettent de fermer la boucle des emballages et de réutiliser leur matière dans un nouveau cycle de production. Les emballages de DDS vides peuvent répondre à ces conditions mais ne plus les respecter après avoir été remplis et utilisés.

Dans le cas des DDS c'est clairement l'usage qui est fait des emballages livrés par le fabricant (leur remplissage, par le metteur en marché, avec des produits chimiques potentiellement dangereux) qui remet en cause leur recyclabilité initiale et leur acceptation dans une filière de recyclage.

## QUEL RÉGIME POUR LES EMBALLAGES DES DDS ?

**A**vec cette problématique d'un usage qui rend inapte au recyclage un emballage recyclable, se pose aussi la question de l'impact sur le calcul des taux de recyclage.

Actuellement dans le dispositif REP EM tel qu'il fonctionne le taux de recyclage des emballages est calculé selon la formule énoncée dans le cahier des

charges : tonnages soutenus en vue du recyclage / tonnages contributeurs. La question d'une éventuelle non recyclabilité de certains emballages contributeurs - quelle qu'en soit la raison - n'est à l'heure actuelle pas prise en compte. L'ensemble des emballages de DDS ménagers contributeurs rentre donc au dénominateur et conduit (fatalement) à faire baisser les taux de recyclage, global comme par famille de matériaux.

Afin de clarifier la situation, REVIPAC estime nécessaire de mieux étanchéifier les frontières entre les différentes catégories de déchets (d'emballages) ménagers sous REP et leurs circuits afin d'éviter tout risque de confusion et mieux prendre en compte la spécificité des déchets d'emballages de DDS. Dans cette perspective il apparaît également indispensable de renforcer l'information et les consignes données au citoyen-trieur afin que ces déchets ne se retrouvent pas dans les bacs de collectes sélectives.

## CEREC : LE SITE INTERNET FAIT PEAU NEUVE

**L**e CEREC (Comité d'Évaluation de la Recyclabilité des Emballages papier-carton) est au cœur de la démarche d'éco-conception et d'économie circulaire voulue par les autorités et prévue dans le cahier des charges de l'agrément.

Son action s'inscrit dans le cadre des réglementations en vigueur et du respect des exigences essentielles auxquelles sont soumis les fabricants d'emballages, notamment l'exigence de recyclabilité.

Créé par CITEO et REVIPAC, le CEREC accompagne depuis 15 ans les fabricants d'emballages et les metteurs en marché dans l'évaluation et l'optimisation de leurs choix techniques au regard de la recyclabilité de leurs emballages à destination des ménages. Rendant des avis techniques ou généraux (plus de 300 à ce jour), le CEREC facilite l'insertion des nouveaux emballages dans la chaîne du recyclage en prenant en compte leur fin de vie dès leur conception, afin d'optimiser leur valorisation au plan économique et environnemental une fois ceux-ci devenus déchets.

De plus en plus sollicité, le CEREC met désormais à disposition du public, via son nouveau site internet, de nombreuses ressources.

On y trouvera des informations générales ou plus spécifiques sur la boucle des emballages papier-carton, une banque de données des avis rendus, de nombreux conseils et notamment un précieux guide pratique d'évaluation de la recyclabilité des emballages.

Didactique et informatif, le nouveau site du CEREC devient un véritable centre de ressources sur la recyclabilité et sur le parcours de collecte, de tri et de recyclage des emballages papier-carton.



**A voir sur : [WWW.CEREC-EMBALLAGES.FR](http://WWW.CEREC-EMBALLAGES.FR)**

## RECYCLAGE OU RÉUTILISATION ? POUR LA FEFCO LE CHOIX DOIT REPOSER SUR L'ÉVALUATION DE LA PERFORMANCE ENVIRONNEMENTALE

**A**lors que la Commission Européenne travaille à la révision de la législation sur les emballages et les déchets d'emballages, la Fédération Européenne des Fabricants de Carton Ondulé (FEFCO) a commandé une série de trois études scientifiques au cabinet de conseil danois Ramboll et à l'institut de recherche finlandais VTT afin d'asseoir

scientifiquement la comparaison entre solutions d'emballages recyclables et réutilisables :

- Une analyse comparative de cycle de vie des caisses en carton ondulé et des caisses en plastique utilisées en BtoB pour le transport de produits alimentaires sur des distances moyennes en Europe.

- Une analyse « hotspot » de la chaîne logistique du commerce électronique BtoC pour la livraison de biens personnels en Europe.

- Un Livre Blanc, faisant une recension critique de l'ensemble des travaux, études et articles parus sur la comparaison recyclage et réutilisation.

Des deux études conduites par le cabinet Ramboll, il ressort que l'emballage en carton ondulé et son recyclage ont un impact environnemental moindre que les emballages plastiques avec réutilisation. Dans l'étude ACV et pour le plastique, alors que l'hypothèse de départ se base sur 24 cycles de réutilisation il en faudrait 63 pour arriver aux mêmes performances que pour le carton ondulé. Et pour 13 des 14 scénarii construits le carton ondulé arrive en meilleure position, qu'il s'agisse du changement climatique, de l'utilisation de ressources ou d'énergie. S'agissant de l'analyse des « points chauds », qui représentent une part importante des impacts environnementaux, l'étude n'a pu que constater le manque de données officielles au sein de l'UE concernant la réutilisation réelle des emballages et le peu de transparence des données disponibles. Elle a cependant relevé l'importance des paramètres logistiques notamment les distances de transport qui ont un impact majeur sur les émissions et

influencent fortement le cycle de vie du produit. Enfin, parmi les données clés, elle a retenu le pourcentage de matériau recyclé utilisé lors de la production des emballages : ceux en carton ondulé contiennent en moyenne 89% de matières recyclées.

**Directive Déchets Article 2§4 : « Lorsqu'ils appliquent la hiérarchie des déchets, les États membres prennent des mesures pour encourager les solutions produisant le meilleur résultat global sur le plan de l'environnement. Cela peut exiger que certains flux de déchets spécifiques s'écartent de la hiérarchie, lorsque cela se justifie par une réflexion fondée sur l'approche de cycle de vie concernant les effets globaux de la production et de la gestion de ces déchets. »**

Quant au Livre Blanc réalisé par l'institut VTT, il a mis en avant le concept d'emballage "adapté à l'usage" visant tout autant la durabilité que la réduction des déchets. Pour VTT, la réutilisation n'est pas forcément la solution la plus durable et son intensification risque de déplacer les impacts existants sans les supprimer, voire en créer de nouveaux (logistiques,

consommation) sans garantie de succès. En conséquence, la hiérarchie des déchets doit être pensée en termes de cycle de vie et tenir compte de l'ensemble des impacts environnementaux des emballages réutilisables. Il n'y a pas de meilleure solution évidente et c'est au cas par cas que les choix doivent être faits.

Pour la FEFCO, même si les performances environnementales de l'emballage en carton ondulé et son recyclage sont meilleures, emballages recyclables et réutilisables ont chacun un rôle à jouer dans l'économie circulaire. Elle s'inquiète cependant d'une priorité politique qui pourrait être donnée à la réutilisation et qui entraînerait des conséquences involontaires mais dommageables pour la boucle des emballages en carton, son fonctionnement, ses performances économiques et environnementales. Pour répondre aux attentes du Green Deal de l'Union Européenne et créer une chaîne de valeur durable et circulaire pour l'emballage, la FEFCO estime nécessaire que recyclage et réutilisation avancent en parallèle, pragmatiquement plus que dogmatiquement, en s'appuyant sur le concept d'emballage « adapté à l'usage » qui justement le permet.

**Retrouver l'ensemble des études sur [WWW.FEFCO.ORG](http://WWW.FEFCO.ORG)**

## REP EMBALLAGES MENAGERS : L'INDUSTRIE DE L'EMBALLAGE DE PLUS EN PLUS CONCERNÉE DE MOINS EN MOINS CONSULTÉE

**L**e projet d'arrêté relatif à la procédure d'agrément et portant cahier des charges des éco-organismes de la filière emballages ménagers vient de faire l'objet d'une consultation publique. C'est uniquement grâce à cette procédure que l'Industrie de l'emballage a pu faire entendre sa voix et ses propositions. Contrairement à ce qui a été indiqué, ce projet d'arrêté n'a pas véritablement fait l'objet d'une concertation large et préalable des parties concernées, en particulier des industries qui conçoivent, fabriquent et pour l'essentiel recyclent (au sens de recyclage final) les matériaux et les emballages ménagers. Au motif qu'elles ne participent pas à la CIFREP, ces industries ont

été de fait exclues des comités de parties prenantes des éco-organismes compte tenu des règles de désignation retenues. Encore une fois, Inter-Emballage qui regroupe les filières matériaux et emballages mais aussi COFEPAC et REVIPAC pour l'emballage papier-carton n'ont pu que constater et regretter ce manque de concertation, difficilement compréhensible au regard du rôle joué par l'Industrie de l'emballage dans le dispositif REP emballages ménagers et ce depuis sa création. Ils ont chacun réitéré auprès des pouvoirs publics leur demande que les industries de l'emballage soient a minima associées - lorsqu'elles sont concernées - aux consultations de la CIFREP et intégrées aux comités des parties prenantes.

## TABLEAU DES PRIX

### Reprise Option Filière - Barème F

Les prix de reprise s'entendent prix départ (transport à la charge du repreneur)

\* Balles standards de 601 à 1200 kg  
Balles moyennes de 400 à 600 kg : décote de 6€/tonne

2022	Sorte 5.02A (en €/tonne)*	Sorte 1.05A (en €/tonne)*	Sorte 5.03A (en €/tonne)
Juin	167,19	182,68	10
Juillet	168,26	183,48	10
<b>Août</b>	<b>120,91</b>	<b>133,01</b>	<b>10</b>